

PRÉFECTURE  
DES LANDES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

MONT-DE-MARSAN, LE 20 DEC. 1985

BUREAU A2

POSTE TEL. N° 318

JD/MB

Dossier suivi par  
MME DANDY

Monsieur,

Comme suite à votre demande en date du 2.10.1984 j'ai l'honneur de vous faire connaître que, par arrêté en date de ce jour, je vous autorise à aménager en enclos piscicole une portion du cours d'eau l'Estampon située sur le territoire de la Commune de SAINT GOR

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, une ampliation de cette décision qui sera affichée à la Mairie concernée pendant un mois, conformément aux prescriptions de l'article 3 du décret du 24 Octobre 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 18 Juin 1923 sur les portions de cours d'eau aménagés en enclos.

Je crois devoir vous signaler qu'en application de ce décret, toute personne intéressée peut, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'affichage, adresser un recours à M. le Ministre de l'Agriculture.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur Michel HARISPE  
Gerant de la Société Civile  
Agricole de l'Estampon  
Les Aldudes  
64430 ST ETIENNE DE BAIGORRY

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Pour le PRÉFET  
et en délégation  
Le Directeur

L. BEUQUEN

RIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DES LANDES

SECTION de l'ADMINISTRATION GENERALE  
la REGLEMENTATIONBUREAU A2  
Poste Tél : 318  
R/DAGR/1985/N°565  
P/PDZLE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DES LANDES,

VU la demande de classement en enclos piscicole sur une portion du cours d'eau l'Estampon présentée par la Sté Civile Agricole de l'ESTAMPON, v

VU l'article 427 du Code Rural,

VU la loi du 19 Juin 1923 sur les portions de cours d'eau ou ruisseaux aménagés en enclos,

VU le décret du 24 Octobre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

VU l'avis du Conseil Général des Landes donné par délibération du 8 Novembre 1985,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### ARRETE

ARTICLE 1er. - La Sté Civile Agricole de l'ESTAMPON est autorisée à aménager en enclos piscicole une portion du cours d'eau l'Estampon sur la commune de SAINT GOR tel qu'il figure au plan de détail annexé à la demande.

ARTICLE 2. - Cette autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à dater du présent arrêté et elle est renouvelable sur la demande du propriétaire.

ARTICLE 3. - Le caractère d'enclos piscicole ne sera admis que dans la mesure où la circulation du poisson sera effectivement interrompue à l'aval et à l'amont.

Pour réaliser cet état, le permissionnaire devra délimiter l'enclos par des grilles amont et aval munies de barreaux longitudinaux espacés de moins de 10 mm.

ARTICLE 4. - Les travaux d'aménagement en enclos piscicole devront être terminés dans un délai de 6 mois à compter du présent arrêté.

ARTICLE 5. - La pêche sur cet enclos piscicole sera soumise à un règlement établi par le propriétaire. Il ne devra comprendre aucune disposition contraire à la loi et à la réglementation sur la pêche en ce qui concerne les enclos piscicoles.

En particulier, s'agissant d'une rivière classée en 1ère catégorie, le bénéficiaire est tenu d'assurer la libre circulation des poissons des eaux libres entre l'amont et l'aval de l'établissement piscicole.

- 2 -

ARTICLE 6. - La présente autorisation pourra être retirée à tout moment si les conditions imposées ne sont pas observées, ou en raison de l'insuffisance des résultats obtenus au point de vue piscicole, d'inconvénients constatés pour le peuplement des eaux libres, de dommages occasionnés aux tiers par les aménagements ou dans le cas d'infraction à la réglementation sur la pêche.

En aucun cas, le retrait ne peut donner lieu à indemnité.

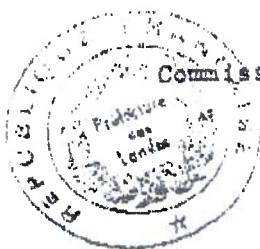
ARTICLE 7. - A l'expiration de la présente autorisation ou en cas de retrait, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en leur état primitif.

ARTICLE 8. - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, le Maire de SAINT GOR, les Agents Commissionnés de l'Administration chargés de la police de la pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

MONT DE MARSAN, le 20 DEC. 1985

En application  
de l'arrêté de M. le

*E. DAYAT*



LE PREFET,  
Commissaire de la République.

Pour le Préfet :  
Le Secrétaire Général

Jean-Loup DRUBIGNY

PRÉFECTURE  
DES LANDES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU A2

POSTE TÉL. N° 58.06.5915

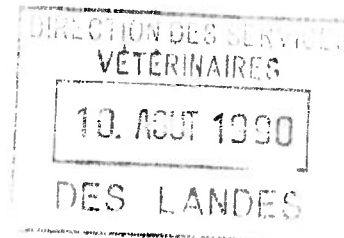
Dossier suivi par Mme DUPRAT

ED/VD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MONT-DE-MARSAN, LE

- 9 AOÛT 1990



Monsieur,

Par lettre en date du 2 Juillet 1990, vous avez bien voulu m'informer de votre intention d'installer un dépôt de 6000 litres d'oxygène liquide à SAINT-GOR, à la pisciculture de Chicoy.

Après avis de l'Inspecteur des Installations Classées, j'ai l'honneur de vous informer que votre activité est soumise à déclaration selon la rubrique n° 328 bis de la nomenclature des Installations Classées.

En conséquence, je vous donne récépissé de votre déclaration sous réserve de la stricte application d'une part, des prescriptions techniques ci-jointes, d'autre part, du volume de production et des normes de rejets autorisés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PREFET,

Pour le Préal :

Le Secrétaire Général.

S.C.A. de l'Estampon  
Michel HARISPE  
64430 - LES ALDUDES

Patrice de BROISSIA

Copie transmise pour information à :  
M. l'Inspecteur des Installations Classées  
Direction des Services Vétérinaires

## INSTALLATIONS SOUMISES A DÉCLARATION

(Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.)

Extrait de l'arrêté préfectoral du.....

N° 328 bis. - **Oxygène liquide** (Dépôts d')  
constitués de récipients fixes**A. - Dépôt destiné à assurer une alimentation en oxygène sous sa forme gazeuse**

Le dépôt d'oxygène liquide est le lieu comprenant :

- l'aire de dépotage des véhicules livreurs ;
- l'ensemble des récipients fixes de stockage d'oxygène liquide, du matériel d'évaporation et des organes de contrôle reliés en service et montés à demeure pour assurer une alimentation en oxygène.

Il peut comprendre également un stockage d'oxygène gazeux à condition qu'il soit destiné exclusivement à pallier une défaillance éventuelle de l'évaporateur.

Le dépôt se termine à la vanne de départ des canalisations vers les lieux d'utilisation.

*Prescriptions générales*

1° Le dépôt sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au commissaire de la République ;

2° L'installation devra être construite et équipée conformément aux dispositions du décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz et des textes pris pour son application.

Les installations qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 18 janvier 1943 devront néanmoins être construites et équipées conformément aux dispositions de ce décret et des textes pris pour son application ;

3° Le dépôt devra être implanté soit en plein air soit sous simple abri ;

4° Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que celui de l'oxygène ;

5° Le sol de l'ensemble du dépôt devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment ;

6° La disposition du sol du dépôt devra s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger ;

7° Le dépôt, à l'exception de l'aire de dépotage du véhicule livreur, devra être entouré par une clôture construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre.

L'aire de dépotage du véhicule livreur devra être matérialisée sur le sol ;

8° La clôture ne devra pas, par sa conception, empêcher la ventilation correcte du dépôt ;

9° Cette clôture devra être implantée à une distance des installations du dépôt telle qu'elle ne gêne pas la libre circulation pour la surveillance et l'entretien de ces installations ;

10° La clôture devra être pourvue d'une porte au moins, construite en matériaux incombustibles, s'ouvrant vers l'extérieur.

Cette porte devra être fermée à clef en dehors des besoins du service ;

11° La clôture du dépôt devra être distante d'au moins 5 mètres :

- des ouvertures des caves, des fosses, trous d'homme, passages de câbles, caniveaux ou regards ;
- d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ;
- d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique ;
- d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette distance ne sera pas exigible si le dépôt est séparé du dégagement accessible aux tiers, de la voie publique, du bâtiment construit en matériaux combustibles, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de l'activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion, par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide ;

12° Aucune canalisation de transport de liquide ou de gaz inflammables ne devra se situer à moins de 5 mètres du dépôt ;

13° L'emplacement du dépôt devra être tel que la chute éventuelle de conducteurs électriques pouvant se trouver à proximité ne risque pas de provoquer de dégâts aux installations du dépôt ;

14° Les consignes de l'établissement relatives à la protection contre l'incendie devront traiter en particulier le cas du dépôt.

On devra disposer à proximité immédiate du dépôt, mais en dehors de la clôture, d'au moins :

- un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 10 000 litres (1) ;
- un extincteur à poudre et un extincteur à eau pulvérisée de 9 kilogrammes chacun si la capacité du dépôt est supérieure à 10 000 litres mais inférieure ou égale à 20 000 litres ;

(1) Les capacités sont données en litres d'oxygène à l'état liquide, un litre d'oxygène liquide représente 850 litres d'oxygène gazeux à 15°C et à la pression de 1 013 millibars.

- un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence si la capacité du dépôt est supérieure à 20 000 litres mais inférieure ou égale à 50 000 litres ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kilogrammes chacun, deux robinets d'incendie d'un type normalisé armés en permanence et une bouche d'incendie de 100 millimètres d'un type normalisé (ou une réserve d'eau de 125 mètres cubes) située à moins de 100 mètres du dépôt si la capacité de ce dernier est supérieure à 50 000 litres.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie ;

15° La surveillance du dépôt devra être assurée par un préposé responsable ; une consigne écrite devra indiquer la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable ;

16° Une consigne devra préciser les modalités de l'entretien du dépôt. Elle devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable ;

17° L'emploi de tout métal non ductile, à la température minimale d'utilisation, pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement est interdit ;

18° L'emploi d'huiles, de graisses, de lubrifiants ou de chiffons gras et d'autres produits non compatibles avec l'oxygène est interdit à l'intérieur du dépôt ;

19° Tout rejet de purge d'oxygène devra se faire à l'air libre et, dans tous les cas, selon une orientation, en un lieu et à une hauteur suffisante pour qu'il n'en résulte aucun risque ;

20° Il est interdit de provoquer ou d'apporter à l'intérieur de la clôture du feu sous une forme quelconque et d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente au voisinage immédiat de la porte de la clôture.

Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la clôture. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité.

Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

21° Pendant l'opération de dépotage, il est interdit de provoquer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque et de fumer sur l'aire de dépotage et dans un rayon de cinq mètres autour de cette aire et de la clôture, ou jusqu'à un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de trois mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide.

Cette interdiction devra être matérialisée de façon apparente soit par des panneaux fixes, soit par des panneaux mobiles placés par les préposés aux opérations de dépotage ;

22° L'aire de dépotage devra être aussi éloignée que possible d'une voie ou d'un terrain public et permettre une libre circulation des préposés au dépotage entre le véhicule livreur et le dépôt ;

23° Pendant l'opération de dépotage, les vannes du véhicule livreur devront être situées au-dessus de l'aire de dépotage ;

24° Pendant l'opération de dépotage, le camion livreur devra être stationné en position de départ en marche avant ;

25° Pour les dépôts installés à l'intérieur des usines productrices d'oxygène liquide, par exception aux dispositions du 7°, la clôture ne sera pas exigible si l'établissement est lui-même efficacement clôturé.

Les distances d'éloignement prescrites au 11° devront être calculées à compter d'une ligne tracée sur le sol, matérialisant la clôture ;

26° L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - N.C. du 30 avril 1980) ;

27° Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides ;

28° Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

29° Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

#### B. - Dépôt destiné à assurer une alimentation en oxygène sous forme liquide

Le dépôt d'oxygène est le lieu comprenant :

- l'aire de dépotage des véhicules livreurs ;
- l'aire de remplissage des véhicules ;
- l'ensemble des récipients fixes de stockage d'oxygène liquide, des pompes, des organes de contrôle ou autres accessoires reliés en service et montés à demeure pour assurer une alimentation en oxygène liquide.

Le dépôt se termine à la vanne de départ des canalisations vers les lieux d'utilisation.

#### Prescriptions générales.

##### B. - 1. Dépôts de capacité inférieure à 125 000 litres.

30° Ces dépôts devront satisfaire aux prescriptions générales 1° à 29° ci-dessus relatives aux dépôts destinés à alimenter une installation en oxygène sous sa forme gazeuse ;

31° Si des opérations de transvasement sont pratiquées à l'intérieur de la clôture ou dans un rayon de 5 mètres de cette dernière :

- les transvasements devront être effectués à l'aide de dispositifs appropriés par un personnel compétent spécialement désigné par l'exploitant ;
- l'interdiction de provoquer ou d'apporter du feu ou de fumer prescrite au 20° devra être étendue pendant les transvasements à la zone située dans un rayon de cinq mètres du point de transvasement. L'exploitant du dépôt devra être en mesure de justifier des moyens dont il dispose pour faire respecter cette interdiction.

##### B. - 2. Dépôts de capacité supérieure ou égale à 125 000 litres.

32° Ces dépôts devront satisfaire aux prescriptions 1° à 4°, 6° à 10°, 13° à 19°, 22°, 26°, 27°, 28° et 29° ci-dessus, relatives aux dépôts destinés à alimenter une installation en oxygène sous sa forme gazeuse ;

33° Le sol de l'ensemble du dépôt devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène ;

34° Le sol des aires de dépotage ou de remplissage des véhicules devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment ;

35° Les récipients d'oxygène liquide devront être associés à une cuvette de rétention susceptible de recueillir efficacement un écoulement accidentel d'oxygène liquide.

La capacité de la cuvette de rétention devra être au moins égale à la moitié de la plus grande enceinte contenue.

La cuvette devra être conçue et réalisée de façon à faciliter l'évaporation de l'oxygène liquide éventuellement répandu et à assurer l'évacuation des eaux de toute origine qu'elle pourrait contenir ;

36° Pour les dépôts installés à l'intérieur des usines productrices d'oxygène liquide, par exception aux dispositions du 7°, la clôture ne sera pas exigible si l'établissement est lui-même efficacement clôturé ;

37° Une zone de sécurité dont les limites devront être tracées de façon apparente sur le sol devra être constituée ;

38° Cette zone devra comprendre :

- le dépôt d'oxygène liquide ;
- les aires pour le dépotage et le remplissage des camions ;
- une bande de 1 mètre autour du dépôt d'oxygène liquide ;
- une bande de 5 mètres autour des aires pour le dépotage et le remplissage des camions ;
- les zones où l'oxygène liquide est susceptible de s'écouler en cas d'épandage éventuel ;



39° La limite de la zone de sécurité devra être distante d'au moins :

- 5 mètres des canalisations de transport de liquides ou de gaz inflammables, des ouvertures de caves, des fosses, trous d'hommes, passages de câbles, caniveaux ou regards ;
- 10 mètres de la limite de propriété ;
- 15 mètres des activités classées en déclaration pour le risque d'incendie ou d'explosion, des bâtiments construits en matériaux combustibles, des dépôts de matières combustibles, des lignes de chemin de fer parcourues par des trains de voyageurs et des voies publiques ;
- 30 mètres des activités classées en autorisation pour le risque d'incendie ou d'explosion ;

40° Le matériel de lutte contre l'incendie défini au 14° devra être disposé à proximité immédiate du dépôt mais en dehors de la zone de sécurité ;

41° Il est interdit de provoquer ou d'apporter, à l'intérieur de la zone de sécurité, du feu sous une forme quelconque et d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente autour de cette zone.

Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la zone de sécurité. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité.

Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

42° Pendant les opérations de dépotage ou de remplissage, le véhicule devra être stationné en position de départ en marche avant ;

43° Des équipements de protection individuelle efficace contre l'oxygène liquide devront être disponibles à proximité immédiate du dépôt ;

44° Le personnel devra être familiarisé avec l'usage de ce matériel, qui devra être maintenu en bon état.

---

#### Hygiène et sécurité des travailleurs.

*L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) (parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.*

---

REGLEMENT D'EAU

LE PREFET DES LANDES,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la pétition présentée par Monsieur CAUBARRUS Abel à "Lau Balagnas" 65400 ARGELES-GAZOST, tendant à faire autoriser la création d'un établissement de pisciculture alimenté en dérivation par les eaux du ruisseau "L'Estampon" sur le territoire de la commune de SAINT-GOR ;

VU le code rural, livre I, titre III, chapitre II concernant la Police et la Conservation des Eaux et notamment les articles 108 et 109,

VU la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux et le décret du 1er août 1905 portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 107 du code rural ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1906 et notamment l'article 5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1981 ordonnant l'ouverture d'une enquête hydraulique sur le projet présenté dans la commune de SAINT-GOR ;

VU les résultats de cette enquête ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture des Landes ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

/// R R E T E :  
=====

ARTICLE 1er -

Est soumis aux conditions du présent règlement, l'ouvrage se rattachant à la dérivation des eaux dans le ruisseau "L'Estampon" destiné à alimenter un établissement de pisciculture que Monsieur CAUBARRUS Abel est autorisé à exécuter sur le territoire de la commune de SAINT-GOR.

.../...



ARTICLE 2 -

L'ouvrage de dérivation (barrage) sera réalisé dans l'emprise du ruisseau "L'Estampon" situé à huit mètres (8 mètres) environ, en aval du pont de "Chicoy". A 200 mètres environ en aval du barrage les eaux seront restituées au ruisseau "L'Estampon" ; le rejet se faisant à la côte + 6,32 (fond du ruisseau) par rapport au repère provisoire (+ 10,00) fixé sur le dessus de la culée rive droite aval du pont de "Chicoy".

ARTICLE 3 -

Les dispositions constructives suivantes seront respectées :

Barrage permettant l'alimentation de bassins de pisciculture par un canal de dérivation de 2 m de largeur.

Ce barrage comprendra quatre (4) ouvertures munies de pelles manoeuvrables représentant un développement déversant de 5 m 36. Le débouché linéaire de chaque vanne sera de 1,34 mètre .

Les sommets des vannes seront toujours réglés au niveau nécessaire pour maintenir le plan d'eau de "L'Estampon" immédiatement en amont de l'ouvrage qui sera fixé à la côte + 8,40 m avec comme référence d'altitude le dessus de la culée aval rive droite du pont de "Chicoy" fixé arbitrairement à la côte + 10,00 m. Le radier du barrage sera arasé à la côte + 6,60 m par rapport à cette même côte de référence, soit à 1,80 m en-dessous de la crête du barrage.

Le canal permettant l'alimentation des bassins de la pisciculture sera bétonné et sa section rectangulaire sera caractérisée par une largeur en gueule de 2,00 mètres et une hauteur de 0,80 mètre. Il sera muni à son entrée d'un dispositif automatique d'évacuation de tous déchets pouvant obstruer la grille d'entrée (branches, feuilles etc...). L'écartement entre les lames de cette grille sera de 15 m/m.

Le barrage sera muni d'une échelle à poissons à partir d'une échancrure de 0,40 mètre de large dont la crête sera arasée à 0,08 mètre du sommet des pelles. Les bassins auront une longueur de 1,34 mètre avec dénivellation entre bassins de 0,21 mètre.

Le débit réservé du débit de "L'Estampon" sera de 50 l/s minimum en période d'étiage. Sa transmission en aval du barrage sera assuré en permanence par le réglage des pelles.

En outre, il appartient au pétitionnaire de définir sous sa seule responsabilité, les dispositions propres à assurer l'équilibre et la résistance des ouvrages du point de vue statique, ainsi que la défense du lit du ruisseau contre l'érosion dans les parties affectées par les travaux.

**SAS AQUALANDE**  
505, rue de la Grande Lande  
40120 ROQUEFORT  
Tél: 05 58 05 61 00 - Fax: 05 58 45 50 07  
SAS au capital de 3 353 878 euros  
RCS 379 591 597

.../...

ARTICLE 4 -

A deux cent mètres environ (200 mètres) en aval du barrage, les eaux seront restituées au ruisseau "L'Estampon". Le canal de restitution des eaux (largeur 1,50 mètre) sera muni à sa sortie d'une grille fixe avec un écartement des barreaux de 15 mm. Ces eaux rendues ne devront pas apporter à la température ou à la pureté des eaux un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'y abreuvent ou à la conservation des poissons.

Le pétitionnaire devra, en outre, s'inscrire et se soumettre au contrôle vétérinaire officiel. Toute infraction à cette disposition, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu des pénalités encourues.

ARTICLE 5 -

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et conformément aux règles de l'art.

Ils seront constamment entretenus en bon état.

Les prescriptions du présent article, pas plus que la surveillance des Ingénieurs prévues à l'article 8, ci-après, ne pourraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques que leur mode d'exécution et leur entretien ultérieur.

ARTICLE 6 -

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

ARTICLE 7 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 -

Les travaux ci-dessus prescrits seront exécutés sous la surveillance des Ingénieurs du Service Hydraulique. Ils devront être terminés dans le délai de 1 an (UN AN) à dater de la notification du présent arrêté. A l'expiration de ce délai, l'Ingénieur rédigera un procès-verbal de récolement en présence de l'autorité locale et des parties intéressées, dûment convoquées. Un exemplaire de ce procès-verbal sera remis au permissionnaire, les deux autres exemplaires seront déposés à la Préfecture et à la Mairie de SAINT-GOR.

ARTICLE 9 -

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'Administration pourra prononcer déchéance et dans tous les cas, elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même au cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixés par le présent règlement sans y être préalablement autorisé.

ARTICLE 10 -

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté.

ARTICLE 11 -

La conservation des ouvrages en bon état sera assurée sous le contrôle des Ingénieurs du Service Hydraulique.

Le Préfet, sur leur proposition et le permissionnaire entendu, pourra prescrire de procéder à ses frais, aux constatations, études ou travaux nécessaires à la vérification de l'état des ouvrages et à leur consolidation.

ARTICLE 12 -

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture des Landes, à Monsieur le Maire de SAINT-GOR, à Monsieur Abel CAUBARRUS, pétitionnaire.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, chargé du Service Hydraulique, et Monsieur le Maire de SAINT-GOR, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

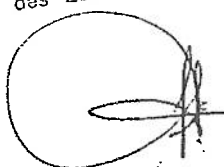
A MONT DE MARSAN, le 16 AVR. 1982

Pour le Préfet :

Le Secrétaire Général

Pour Ampliation,  
Mont-de-Marsan, le 27 AVR. 1982  
Pour le Directeur Départemental  
de l'Agriculture des Landes  
L'Ingénieur du Génie Rural,  
des Eaux et des Forêts,

Jean-Pierre LACAVE





E. GAVINEL

**SAS AQUALANDE**  
505, rue de la Grande Lande  
40120 ROQUEFORT  
Tél: 05 58 05 61 00 - Fax: 05 58 45 50 07  
SAS au capital de 3 353 878 euros  
RCS 379 591 597